

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/M/25

21 novembre 2001

(01-5901)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 9 OCTOBRE 2001

Président: M. Joshua Phoho Setipa (Lesotho)

1. Le Comité des obstacles techniques au commerce a tenu sa vingt-sixième réunion le 9 octobre 2001.

2. L'ordre du jour ci-après, figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1628 a été adopté:

I.	DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DU COMITÉ PRÉSENTÉES PAR L'OFFICE INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN (OIV), LE BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES (BIPM) ET L'ORGANISATION DES INGÉNIEURS-CONSEILS DES INDUSTRIES DU GOLFE (GOIC)	2
II.	EXPOSÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD	2
III.	MISE À JOUR PAR LES OBSERVATEURS (CEI, OIML ET BANQUE MONDIALE).....	11
IV.	SUIVI DE LA RÉUNION SUR LES PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS.....	14
V.	SUITE DONNÉE AU DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC CONFORMEMENT À L'ARTICLE 15.4.....	16
VI.	ASSISTANCE TECHNIQUE	20
VII.	RAPPORT (2001) DU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE.....	22
VIII.	AUTRES QUESTIONS	22

I. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DU COMITÉ PRÉSENTÉES PAR L'OFFICE INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN (OIV), LE BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES (BIPM) ET L'ORGANISATION DES INGÉNIEURS-CONSEILS DES INDUSTRIES DU GOLFE (GOIC)

3. Le Président a indiqué qu'il était nécessaire de tenir des consultations supplémentaires avec les Membres au sujet du statut d'observateur dans le contexte du Conseil général et proposé de revenir sur ces demandes à la prochaine réunion.

4. Le Comité a pris note de la déclaration.

II. EXPOSÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD

5. Le représentant du Canada a appelé l'attention sur les notifications G/TBT/N/EEC/6 et 7, présentées par les Communautés européennes (CE) le 30 août 2001, relatives aux propositions de règlements concernant la traçabilité et l'étiquetage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM). Son gouvernement examinait actuellement les projets du point de vue d'une partie intéressée ainsi que dans une perspective juridique, et présenterait ses observations aux CE. Il se préoccupait tout particulièrement de l'absence de fondement scientifique des règlements ainsi que de la discrimination exercée à l'encontre des produits importés sur la base des modes de production (par exemple la biotechnologie), plutôt que sur leurs caractéristiques et les risques qu'ils présentaient. Il observait que les réglementations imposaient la traçabilité et l'étiquetage de produits ayant subi une profonde transformation comme les huiles obtenues à partir d'OGM, même en l'absence de traces perceptibles de protéines d'ADN. Il s'inquiétait du fait qu'il était impossible de vérifier les étiquettes par des essais, ainsi que de mettre en œuvre la réglementation de manière effective. Il pouvait y avoir risques de tromperie sur les produits et de falsification. Il se préoccupait aussi du caractère discriminatoire de la réglementation qui imposait des prescriptions en matière d'étiquetage aux produits alimentaires ou aux aliments pour animaux, consistant en OGM ou produits à partir de ceux-ci, mais non aux denrées alimentaires produites avec des enzymes génétiquement modifiés (par exemple, comme dans le cas du fromage). Il a présenté l'autre approche adoptée par le Canada (G/TBT/W/134 et Add.1) fondée sur l'utilisation des normes d'étiquetage facultatives préparées par l'Office des normes générales du Canada, avec la contribution des producteurs, des consommateurs, de l'industrie, des milieux universitaires et du gouvernement.

6. La représentante des États-Unis a informé le Comité que des discussions approfondies avaient eu lieu entre les États-Unis et les CE au sujet des projets de règlements sur les OGM proposées par ces dernières. Sa délégation avait cherché à établir le bien-fondé de l'approche adoptée par les CE à la lumière des objectifs déclarés, et soulevé des questions quant à la faisabilité de la mise en œuvre des mesures et au risque qu'elles restreignent le commerce. Elle pensait qu'un mécanisme de vérification efficace faisait défaut à la proposition. Celle-ci imposait l'étiquetage de produits alimentaires tels que l'huile végétale, sans tenir compte de la détectabilité d'OGM dans les produits finis. De telles mesures ouvriraient la voie à la fraude et pouvaient ébranler encore plus la confiance des consommateurs. Le projet n'indiquait pas clairement comment les exportateurs pouvaient satisfaire aux prescriptions à un coût raisonnable. Sa délégation présenterait des observations supplémentaires aux CE, et elle invitait les autres Membres qui souhaitaient en recevoir une copie, de se mettre en relation avec le point d'information des États-Unis.

7. La représentante de l'Australie a associé sa délégation aux observations formulées par le Canada et les États-Unis. L'Australie pensait que toute réglementation sur les produits alimentaires génétiquement modifiés devrait être fondée sur des critères scientifiques, qu'elle devrait pouvoir être exécutée et être réalisable sur le plan commercial (c'est-à-dire ne pas avoir un coût prohibitif). Elle était particulièrement préoccupée par le caractère exécutoire des prescriptions en matière d'étiquetage des huiles et des sucres hautement raffinés, qui contenaient des traces indétectables d'ADN ou de

protéines d'OGM, ainsi que par le caractère discriminatoire de la proposition qui dispensait d'étiquetage les produits obtenus à partir d'enzymes génétiquement modifiées couramment utilisées dans les produits européens.

8. Le représentant des Communautés européennes (CE) a dit qu'il transmettrait les observations à ses autorités et vérifierait les engagements de celles-ci au regard de l'OMC et de l'Accord OTC. Il a informé le Comité que les deux propositions de règlements seraient adoptées selon un mécanisme de codécision qui prévoyait deux lectures au Parlement et un double examen par le Conseil. Pour l'heure, le processus était à un stade préliminaire et les projets notifiés seraient probablement modifiés avant d'être adoptés.

9. Le représentant du Canada a réitéré les préoccupations de sa délégation concernant l'absence de fondement scientifique de la proposition de directive de la Commission sur les déchets provenant des équipements électriques et électroniques (WEEE) et de celle relative à la limitation d'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS). Les mêmes inquiétudes existaient concernant une autre proposition de directive relative à l'interdiction d'utilisation des batteries au cadmium. Ce projet, s'il était adopté, pouvait créer des obstacles non nécessaires au commerce de nombreux équipements électroniques qui utilisaient des batteries nickel-cadmium comme source d'alimentation. Il se préoccupait en particulier du manque de transparence qui avait entouré l'élaboration de l'interdiction proposée. Il priait les CE de faire connaître au public les raisons motivant cette interdiction, y compris les éléments de preuve scientifiques. Le Canada pensait que les stratégies de gestion des risques devaient être fondées sur une évaluation solide, globale et scientifique des risques qui pesaient sur les personnes et l'environnement. Il invitait les CE à travailler en étroite concertation avec les parties intéressées et à étudier des solutions de rechange à l'interdiction (par exemple, le recyclage) qui permettraient d'atteindre les mêmes objectifs sanitaires et environnementaux, tout en étant moins restrictifs pour le commerce.

10. Les représentants du Japon et de la Corée ont déclaré partager les préoccupations exprimées par le Canada. La Corée avait des intérêts importants dans le secteur des produits électroniques et électriques et demandait aux CE de fournir des renseignements détaillés sur le champ d'application et l'état d'avancement des projets de directives.

11. La représentante de l'Australie a réitéré les préoccupations de sa délégation concernant la teneur des projets de directives WEEE et ROHS proposées par la Commission européenne, ainsi que les procédures visant à assurer la transparence (c'est-à-dire notifier et ménager la possibilité aux Membres de présenter des observations). Elle a rappelé qu'en juin 2001, l'Australie s'était associée avec les États-Unis, le Canada et un certain nombre d'autres Membres afin de présenter leurs observations aux CE à Bruxelles, ainsi que dans les autres capitales des États membres, faisant état de leurs préoccupations et demandant la coopération des CE pour faire en sorte que les dispositions des règlements proposés n'aient pas d'incidences négatives sur le commerce.

12. La représentante des États-Unis a renouvelé ses préoccupations en ce qui concerne les directives proposées par la CE.

13. Le représentant des Communautés européennes, évoquant le projet de législation sur les batteries, a informé le Comité que celui-ci était en cours d'examen à la Commission, et qu'aucun projet de texte n'avait été finalisé en vue d'une proposition. En ce qui concerne les directives WEEE et ROHS, les projets de textes proposés avaient été élaborés aux fins d'examen au Parlement et au Conseil. La seconde lecture du projet interviendrait à l'automne, où l'on s'attendait à ce que plusieurs modifications soient proposées et examinées. Le texte ferait ensuite l'objet d'un nouvel examen au Conseil, et subirait peut-être d'autres modifications. Il transmettrait les observations à ses autorités. Il rappelait que des experts de sa capitale s'étaient rendus au Comité pour répondre aux questions en la

matière et présenter les éléments de l'étude scientifique qui avait été réalisée. Si les renseignements scientifiques fournis étaient insuffisants, les CE étaient disposées à en apporter d'autres.

14. La représentante des États-Unis a rappelé que le 15 novembre 2000, sa délégation avait distribué une communication faisant état des préoccupations suscitées par les protocoles aux accords européens en matière d'évaluation de la conformité. Elle notait que l'Union européenne (UE) avait conclu de tels accords avec la Hongrie, la République tchèque, la Lettonie et la Lituanie et que des négociations étaient en cours avec d'autres pays candidats à l'UE. Elle s'inquiétait du fait que l'harmonisation des prescriptions réglementaires dans les pays accédant à l'UE se traduirait par une discrimination injustifiable ou des obstacles non nécessaires au commerce international. Elle observait que ces accords comportaient une disposition relative aux règles d'origine, aux termes de laquelle seuls les produits originaires de l'UE pouvaient ouvrir droit aux bénéfices des Accords en matière d'évaluation de la conformité. Les produits provenant d'autres origines, satisfaisant aux prescriptions pertinentes de l'UE, pouvaient être soumis à des essais redondants, longs et coûteux avant de pénétrer sur les marchés des pays partis à ces accords. Rien ne justifiait, selon elle, des essais supplémentaires lorsqu'un produit s'était vu délivrer le label CE par un laboratoire agréé, conformément aux prescriptions communautaires. À sa connaissance la règle d'origine prévue dans les Accords en matière d'évaluation de la conformité, établissait un label CE à deux niveaux, à savoir que les produits non originaires de l'UE recevaient un label de deuxième ordre injustifié. Elle demandait aux CE et à leurs partenaires partis à de tels accords d'expliquer à quelles fins la disposition relative à l'origine qui y figurait avait été prévue, si ce n'était pour établir une discrimination à l'encontre des produits originaires des pays tiers. Si tel était le cas, comment les CE justifiaient-elle la discrimination entre des produits similaires sur la base de leur origine?

15. L'intervenante a déclaré que la disposition relative à l'origine soulevait des interrogations quant à la conformité de ces accords avec les dispositions de l'OMC. Cette disposition allait à l'encontre de la notion de reconnaissance mutuelle et des principes énoncés dans l'Accord de reconnaissance mutuelle entre l'UE et les États-Unis. Elle estimait que les produits américains (dans les secteurs visés à la fois par ces accords et l'accord de reconnaissance mutuelle entre l'UE et les États-Unis) portant un label CE délivré par un laboratoire agréé, que ce soit aux États-Unis ou en Europe, devaient être acceptés dans les pays partis à ces accords sans subir une nouvelle évaluation de la conformité. Elle invitait l'UE et ses partenaires partis aux dits accords de les notifier, et demandait à celle-ci de tout mettre en œuvre avec les pays candidats afin de retirer la disposition relative à l'origine qui y figurait, pour faire en sorte que les produits américains et les autres produits non originaires de l'UE ne subissent pas un traitement discriminatoire.

16. Le représentant du Canada a associé sa délégation à la déclaration des États-Unis. Il a ajouté que l'introduction de règles d'origine dans les accords en matière d'évaluation de la conformité annulait certains avantages obtenus au titre de l'accord de reconnaissance mutuel entre le Canada et les CE et semblait marquer un recul par rapport à la notion de marché commun européen. Il escomptait que l'accès aux marchés des produits canadiens prévu au titre de l'accord de reconnaissance mutuelle entre le Canada et les CE, serait étendu aux pays candidats à l'UE. Aucune raison valable ne justifiait, selon lui, les prescriptions additionnelles en matière d'essai. Il n'y avait pas de raison de sécurité ou d'ordre technique pour refuser l'accès des produits canadiens au territoire élargi de l'UE, étant donné que ces produits avaient subi des essais et avaient été acceptés par les autorités européennes.

17. Le représentant de la Corée a déclaré qu'il partageait les préoccupations exprimées au sujet des Accords en matière d'évaluation de la conformité. Il était déconcerté par le système introduit par l'UE et les pays candidats à l'Union, et demandait un complément d'information. Il était nécessaire d'avoir des discussions multilatérales et de clarifier la situation. Il était opposé à l'introduction de règles d'origine pour faire obstacle au commerce. Les règles d'origine devraient servir uniquement pour établir l'origine d'un produit spécifique.

18. Le représentant des Communautés européennes a confirmé que les CE avaient conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec la Hongrie et la République tchèque, et qu'elles étaient sur le point d'en conclure un avec la Lettonie et la Lituanie. Des négociations étaient en cours avec le troisième État balte et certains autres pays candidats. Les dispositions relatives aux règles d'origine prévues dans ces accords, s'appliquaient aux produits soumis à une procédure de certification par une tierce partie. Cependant, la plupart des autres produits portant le label CE seraient acceptés. Il a réaffirmé que ces accords pouvaient se traduire globalement par un accroissement du commerce, et déclaré que les règles d'origines ne marquaient pas un recul. Il a expliqué que les Accords en matière d'évaluation de la conformité étaient des accords provisoires dont la durée n'excéderait probablement pas deux à trois ans. Ces accords étaient nécessaires pour créer certaines conditions du processus d'intégration régionale. Les règles d'origine seraient abrogées au moment de l'élargissement de l'UE. Les notifications de ces accords avaient été préparées et seraient distribuées après leur vérification avec les pays partenaires. Il était disposé à fournir des renseignements détaillés à la Corée et à présenter une communication écrite le cas échéant.

19. Le représentant du Canada a rappelé qu'à de précédentes réunions, sa délégation avait fait état de préoccupations concernant l'interdiction d'importation des truites, appliquée par la Nouvelle-Zélande. Le Canada avait soulevé la question au plan bilatéral avec cette dernière à plusieurs reprises depuis que l'interdiction avait été introduite, pour la première fois, en décembre 1998 à titre de mesure temporaire devant venir à expiration en juillet 2000. En juin 2000, la mesure avait été prorogée jusqu'en avril 2001, puis en avril jusqu'en juillet 2001 et en juillet jusqu'en novembre 2001. Les prorogations faisaient que cette interdiction temporaire aurait été en place pendant près de trois ans. À sa connaissance, les autorités néo-zélandaises avaient décrit l'interdiction comme étant une mesure de conservation, et annoncé une nouvelle prorogation de trois années supplémentaires. Il appelait l'attention sur l'article 2.5 de l'accord qui stipulait que lorsqu'un Membre "élaborera, adoptera ou appliquera un règlement technique pouvant avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, il justifiera, si un autre Membre lui en fait la demande, le règlement technique...". Étant donné que la Nouvelle-Zélande n'avait pas fourni une telle justification et qu'aucune explication n'avait été donnée quant aux raisons expliquant la nécessité d'une interdiction des importations, il considérait que l'interdiction était incompatible avec les obligations de cette dernière au titre de l'OMC. Il demandait à la Nouvelle-Zélande de respecter ses obligations et de lever l'interdiction.

20. La représentante de la Nouvelle-Zélande a dit qu'elle transmettrait ces préoccupations à ses autorités. Elle a confirmé que l'interdiction qui frappait l'importation des truites avait été prorogée en juillet 2001 jusqu'au 7 novembre 2001, afin de permettre un examen plus approfondi de la question de leur préservation dans le cadre d'une loi d'amendement sur les espèces non commercialisées. La Loi sur les truites avait soulevé des questions complexes et politiquement sensibles en Nouvelle-Zélande et un délai supplémentaire était nécessaire pour y répondre. Son gouvernement s'était engagé à prendre des décisions avant le 7 novembre, et le cabinet devait examiner ces questions. Le résultat de ces examens n'avait pas été annoncé. Elle répétait que la loi visait essentiellement à protéger les valeurs culturelles liées à la truite et aux loisirs associés à cette ressource, en se fondant sur le fait qu'elle était traditionnellement exploitée comme un sport. La Nouvelle-Zélande avait parfaitement conscience de ses obligations internationales. Étant donné qu'il n'existait pas de marché commercial pour la truite, et que celle-ci n'était pas un bien qui faisait l'objet de commerce en Nouvelle-Zélande, il ne pouvait y avoir de discrimination à l'encontre des produits canadiens.

21. La représentante des États-Unis a appelé l'attention sur la notification G/TBT/N/EEC/2 présentée par les CE (le 6 février 2001) concernant le projet de règlement relatif aux prescriptions en matière d'importation et à la certification des produits biologiques. Sa délégation avait soumis des observations aux CE le 18 juillet et avait été informée ultérieurement que celles-ci ne seraient pas prises en compte en raison de contraintes de procédure. À sa connaissance, le règlement serait adopté ou avait été adopté en septembre, et les nouvelles règles entreraient en vigueur au début de

juillet 2002. Ses préoccupations concernaient les nouvelles prescriptions en matière de certification qui s'appliquaient aux pays non liés par un accord d'équivalence avec l'UE. Leurs produits devraient être agréés par les autorités compétentes de chaque État membre. Ceux-ci pouvaient désigner librement les services de douane qui seraient affectés à cette tâche. Cependant, les États membres n'avaient pas établi de procédure permettant aux services de douane de communiquer avec les autorités compétentes qui délivraient la licence d'importation. Elle s'inquiétait des retards possibles et des procédures confuses qui seraient mises en œuvre, bien que les CE aient fait savoir qu'elles seraient informées par leurs États membres de la manière dont seraient appliquées les nouvelles réglementations. Compte tenu que les réglementations devaient être mises en œuvre en juillet 2002, elle demandait aux CE de donner des renseignements clairs sur les procédures appliquées dans les États membres.

22. Sa délégation avait demandé aux CE des renseignements concernant les critères utilisés pour établir les accords d'équivalence ouvrant aux produits biologiques l'accès au marché de l'UE. À sa connaissance, à ce jour, la Suisse, l'Australie, l'Argentine, la République tchèque, la Hongrie et Israël avaient été recensés comme pays pour lesquels l'équivalence s'appliquait. Le 30 juillet, le point d'information des États-Unis avait demandé des renseignements aux points d'information de ces pays ainsi qu'à celui des CE, sur les modalités et les critères applicables et cherché à savoir comment ces pays avaient été reconnus comme étant équivalents. Jusqu'à ce jour, seules la Suisse et l'Australie avaient envoyé des réponses. Elle demandait aux autres Membres de fournir des renseignements, et que ces accords d'équivalence soient notifiés au Comité au titre de l'article 10.7.

23. Le représentant des Communautés européennes a promis de transmettre les observations des États-Unis aux experts de sa capitale et dit qu'il fournirait des renseignements supplémentaires avant la prochaine réunion, s'il y avait lieu.

24. Le représentant de la Corée a exprimé des inquiétudes au sujet du texte du décret et de l'arrêté ministériel japonais relatifs à la Loi sur la promotion de l'exploitation efficace des ressources. Ces réglementations avaient, à son avis, des incidences négatives sur le commerce des petites et moyennes entreprises productrices qui fournissaient la majorité des exportations coréennes vers le Japon. Les dispositions relatives au système de recyclage qui figuraient dans ces réglementations établissaient une discrimination à l'encontre des produits étrangers, en leur imposant des coûts de recyclage plus élevés que pour les produits japonais. En outre, la réglementation ne prévoyait pas des coûts de recyclage différents en fonction de la taille du produit. Il demandait des éclaircissements à ce sujet et sollicitait une consultation avec les autorités japonaises.

25. Le représentant du Japon a déclaré que les réglementations japonaises relatives au recyclage des produits électriques n'étaient pas discriminatoires, et qu'il avait été tenu compte des PME. Il transmettrait les préoccupations exprimées à sa capitale.

26. La représentante des États-Unis a rappelé, qu'en octobre 1999, sa délégation avait fait état de préoccupations concernant le règlement 881/98 de l'UE relatif aux "mentions traditionnelles" (G/TBT/W/119). À cette réunion (G/TBT/M/17), l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay étaient intervenus en faveur des États-Unis. Dans sa réponse, la CE avait affirmé que la mesure était nécessaire afin "d'éviter que les consommateurs ne soient induits en erreur" et la concurrence déloyale, et qu'elle aurait une incidence non significative sur le commerce, ce qui expliquait qu'elle n'avait pas fait l'objet d'une notification. Les CE avaient informé le Comité de leur proposition de reporter l'application du règlement à août 2000 "afin d'harmoniser toute la législation en matière viticole avec la nouvelle organisation commune du marché vitivinicole des CE, qui entrerait en vigueur ce jour-là". Par la suite aucune date n'avait été fixée pour l'application du règlement et les CE semblaient avoir décidé d'abandonner leurs efforts pour protéger les "mentions traditionnelles". En raison des objections soulevées par les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux des CE dans le domaine vinicole (par exemple, l'Australie, le

Canada et l'Afrique du Sud), celles-ci avaient, par deux reprises, ajourné l'application du règlement CE 881/98. L'intervenante regrettait que ce texte soit examiné actuellement dans le cadre d'un autre projet de règlement (CE) n° 1493/1999 relatif à l'organisation commune du marché vitivinicole. Le projet exigeait la protection de "mentions traditionnelles" recensées. Il limitait l'importation des vins portant des étiquettes avec des termes génériques ou descriptifs, si ceux-ci étaient considérés comme étant des "mentions traditionnelles" par les CE. La plupart de ces termes étaient, selon elle, des adjectifs utilisés en association avec d'autres termes, pour identifier les attributs des vins comme leur couleur ou leur âge [par exemple "vintage" (grand cru) et "ruby" (rubis)]. Ils n'avaient pas de rapport spécifique avec une source géographique ou une classe donnée de marchandises. Elle estimait qu'interdire leur utilisation en relation avec les marchandises importées pouvait constituer des obstacles non nécessaires au commerce et contribuer à tromper les consommateurs.

27. En plus des "mentions traditionnelles", le nouveau projet 1493/99 contenait un article visant à réserver certains types de bouteille à l'usage exclusif de l'UE. L'intervenante estimait qu'interdire à d'autres l'utilisation de certains conteneurs soulevait les mêmes problèmes que les "mentions traditionnelles" en matière d'obstacle au commerce. Cette disposition octroyait un traitement spécial favorisant les produits d'origine européenne et soulevait les mêmes questions en créant des obstacles non nécessaires au commerce. La proposition des CE était susceptible, selon elle, d'aller à l'encontre de l'article III du GATT de 1994 (traitement national) ou de l'article XI (restrictions à l'importation), et aucune raison n'avait été fournie pour justifier des exceptions qui pallierait les insuffisances du GATT. La proposition pouvait aussi être contraire aux prescriptions en matière de traitement national énoncées dans l'Accord OTC, ainsi qu'à l'article 2.2 qui disposait que "les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime ...". Cela ressemblait à une tentative en vue d'obtenir un avantage compétitif pour les vins et les alcools produits dans les CE, par l'imposition d'une restriction non nécessaire au commerce des vins et des alcools importés. Aucun élément ne permettait d'affirmer que l'utilisation de certains termes génériques ou descriptifs identifiés par les CE tromperait ou induirait en erreur les consommateurs. Même si le risque d'induire les consommateurs en erreur existait, l'objectif pouvait être réalisé de manière moins restrictive pour le commerce par exemple, en ayant recours aux prescriptions relatives au pays d'origine. Elle observait que la définition que donnait l'UE de l'étiquetage semblait englober également le conditionnement. Elle estimait que le projet de règlement aurait dû faire l'objet d'une notification (ainsi que le prévoyait l'accord), de manière à permettre aux Membres intéressés de présenter aux CE des observations aux fins d'examen, avant son adoption définitive. Elle souhaitait connaître l'état d'avancement du projet et les intentions des CE concernant la présentation de la notification au Comité.

28. Le représentant du Canada a associé sa délégation aux observations formulées par les États-Unis.

29. La représentante de l'Australie a déclaré qu'elle partageait les préoccupations soulevées par les États-Unis et que la proposition des CE visant à protéger les mentions traditionnelles avait, à son avis, des effets significatifs sur le commerce. Elle limitait la capacité des producteurs viticoles originaires d'autres pays d'utiliser des termes courants pour décrire et présenter les produits issus de la vigne et imposait des restrictions à l'utilisation de certaines formes de bouteilles. Elle demandait si de telles mesures constituaient le moyen le moins restrictif pour réaliser l'objectif consistant à éviter que les consommateurs ne soient induits en erreur. Elle s'inquiétait aussi des effets que pouvait avoir la recherche de l'exclusivité en matière de droit d'utilisation de certains termes, y compris les incidences sur d'autres secteurs de produits, comme le fromage et d'autres produits alimentaires. Elle pensait que le règlement proposé par les CE devrait être notifié au Comité afin de permettre aux Membres intéressés de présenter des observations avant son adoption.

30. La représentante du Chili a dit que les importations de vins étaient importantes pour le Chili, et qu'elle soutenait les observations faites par les États-Unis, le Canada et l'Australie.

31. La représentante de la Nouvelle-Zélande a déclaré partager les préoccupations manifestées par les États-Unis, le Canada, l'Australie et le Chili. Elle a rappelé que sa délégation avait exprimé des inquiétudes au sujet du projet de règlement 881/98 des CE. Elle avait noté que le nouveau projet 1493/99 incorporait des dispositions figurant dans le précédent texte. Par conséquent, les préoccupations de sa délégation restaient d'actualité. Elle estimait que l'interdiction d'utiliser certains termes génériques (qui n'étaient pas propres à un lieu géographique) pour décrire des produits viticoles importés, excédait la protection conférée par les droits de propriété intellectuelle prévue dans l'Accord sur les ADPIC (à savoir les indications géographiques). Elle ne pouvait pas comprendre pourquoi certains termes, qui n'avaient pas un caractère géographique ou qui, dans certains cas, n'étaient pas spécifiques à un produit, devraient être réservés à l'usage exclusif des producteurs européens. Elle se demandait dans quelle mesure le projet de règlement proposé était nécessaire pour éviter d'induire les consommateurs en erreur. Elle pensait qu'il existait d'autres moyens moins restrictifs pour le commerce, pour atteindre cet objectif. L'intervenante a également fait part de ses préoccupations au sujet de la proposition de réserver l'usage de certaines formes de bouteilles aux seuls Européens. Dans ce domaine, les intérêts légitimes en matière de propriété intellectuelle étaient déjà protégés de façon satisfaisante par les formes existantes de protection que conféraient les droits de propriété intellectuelle (par exemple, marques de fabrique et de commerce, et *passing off*). Elle s'interrogeait sur la nécessité de cette proposition qui pouvait avoir des effets restrictifs sur le commerce.

32. Les représentants de l'Argentine et de l'Uruguay ont dit qu'ils partageaient les préoccupations exprimées par les précédents orateurs, et demandé la notification du projet de règlement 1493/99, de manière à pouvoir examiner le texte et faire d'éventuelles observations.

33. Le représentant des Communautés européennes a expliqué qu'il n'était pas possible de notifier la proposition pour le moment, car celle-ci était en cours d'examen au sein de la Commission et par les États membres au niveau des experts, et parce qu'aucun projet de texte n'avait été préparé. Il a assuré le Comité que lorsqu'un projet formel de texte existerait, il lui serait notifié en temps utile avant son adoption.

34. Le représentant du Canada s'est dit préoccupé par la réglementation chilienne relative au système d'étiquetage des aliments transgéniques, notifiée le 15 juin 2001 (G/TBT/N/CHL/18). Ses autorités avaient été en contact avec les responsables chiliens. Il réitérait ses préoccupations concernant ce type de prescription obligatoire en matière d'étiquetage, y compris la nécessité de fournir une justification scientifique, la praticabilité des mesures, leur caractère exécutoire et la question des obstacles non nécessaires au commerce qu'elles créent.

35. La représentante du Chili a pris note des préoccupations manifestées par le Canada et dit qu'elle les transmettrait à ses autorités. Elle a fait savoir au Comité que, depuis que la notification avait été présentée, le Chili avait reçu des observations d'un Membre. Cette mesure prendrait effet un an après sa publication au Journal officiel.

36. La représentante des États-Unis a fait part de ses préoccupations concernant le décret brésilien publié le 19 juillet 2001, qui établit des disciplines en matière d'étiquetage, fixant un seuil de tolérance de 4 pour cent d'OGM dans les produits alimentaires. Ce texte n'avait pas été notifié au Comité et elle voulait savoir s'il s'agissait d'un décret définitif. Elle a dit que sa délégation se proposait de mettre à jour le document G/TBT/W/115, qui recensait toutes les notifications relatives à l'étiquetage des OGM, au titre des Accords SPS et OTC.

37. Le représentant du Brésil a informé le Comité que le projet de décret était au début du processus de consultations publiques. Le Brésil le notifierait dans les meilleurs délais.

38. La représentante de la Suisse a demandé des explications sur la notification G/TBT/10.7/N/33 concernant un accord de reconnaissance mutuelle conclu entre la Colombie et la Bolivie, l'Équateur, le Pérou ainsi que le Venezuela en matière de réglementations techniques et d'évaluations de la conformité. Elle demandait des renseignements sur les critères utilisés, les organes concernés et comment l'accord s'appliquait aux pays qui n'étaient pas membres (par exemple, les certificats émis par un pays tiers étaient-ils acceptés?).

39. Le représentant de la Colombie a dit qu'il s'informerait auprès de ses autorités et répondrait à la Suisse.

40. La représentante des États-Unis, évoquant la question soulevée par les CE à la dernière réunion sur la proposition américaine relative aux produits de fibres textiles (G/TBT/Notif.00/580), a informé le Comité qu'aucune décision finale n'avait été prise à ce propos. Les observations des CE seraient prises en considération et lorsque le règlement final serait adopté, une copie du texte, y compris la réponse aux observations de l'UE, leur seraient fournies.

41. L'intervenante a rappelé qu'à la précédente réunion, sa délégation avait exprimé des préoccupations au sujet de l'absence de notification de la Directive relative aux instruments de mesure proposée par les CE. Elle avait accueilli avec satisfaction la notification qui avait été faite par la suite (G/TBT/N/EEC/5). Sa délégation avait présenté des observations concernant ce projet.

42. L'intervenante a rappelé qu'à la réunion de mars 2001, elle avait fait part des préoccupations suscitées par les prescriptions obligatoires imposées par l'Inde en matière d'étiquetage des marchandises de détail préemballées, et par la révision du Règlement indien de 1955 sur la prévention de l'altération des denrées alimentaires. Elle regrettait de ne pas avoir reçu de réponse et qu'il n'y ait pas eu de notifications à ce sujet. Elle renouvelait ses inquiétudes et demandait à l'Inde de répondre.

43. Le représentant des Communautés européennes a associé sa délégation aux préoccupations des États-Unis relatives à la nouvelle certification obligatoire et à l'obligation d'enregistrement des produits, y compris l'acier et les produits en acier, imposées par l'Inde. Il demandait des éclaircissements sur les points suivants: i) l'objectif de ces réglementations; ii) le rôle actuel du Bureau indien de normalisation (BIS), la justification de l'obligation d'enregistrement auprès du BIS, et les redevances d'enregistrement; iii) avait-on examiné les normes internationales, conseils ou recommandations pertinents; iv) l'Inde avait-elle envisagé d'accepter les certifications nationales ou internationales équivalentes; v) avait-on examiné d'autres moyens moins contraignants et moins restrictifs pour le commerce; et vi) quand les nouvelles réglementations seraient-elles notifiées à l'OMC.

44. Le représentant du Canada a associé sa délégation aux observations formulées par les États-Unis et les CE. Il demandait à l'Inde de répondre aux questions posées par les CE.

45. La représentante de l'Australie a dit qu'elle partageait les vues selon lesquelles l'Inde devrait respecter les prescriptions en matière de transparence énoncées dans l'accord (c'est-à-dire notifier et ménager des possibilités permettant aux Membres de présenter leurs observations).

46. Le représentant du Japon a dit qu'il soutenait les observations formulées par les États-Unis, les CE, le Canada et l'Australie. Il a fait part de ses inquiétudes au sujet des prescriptions imposant de faire certifier un éventail aussi large de produit par le Bureau indien de normalisation, ainsi que des prescriptions en matière d'étiquetage obligatoire de tous les produits importés conditionnés. Il avait noté que les réglementations étaient entrées en vigueur depuis le 2 janvier 2001. Cependant, les procédures de mise en conformité n'étaient pas claires, ni transparentes, et n'avaient pas fait l'objet de notification. Il demandait à l'Inde de fournir une explication quant à la nécessité de ces

réglementations et leur conformité avec l'Accord OTC, ainsi que des renseignements sur les procédures de mise en conformité.

47. La représentante de la Suisse a demandé des éclaircissements sur deux notifications présentées par la Thaïlande (G/TBT/N/THA/42 et 43) relatives aux normes obligatoires préparées par l'Institut thaïlandais de normalisation industrielle. Elle demandait à la Thaïlande d'expliquer pourquoi des normes dont le respect était volontaire avaient été transformées en normes obligatoires.

48. La représentante de la Thaïlande a dit qu'elle transmettrait la question à ses autorités et qu'elle répondrait à la délégation suisse dans les meilleurs délais.

49. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion, une question avait été soulevée par le représentant des CE au sujet de l'interprétation des dispositions relatives à la transparence énoncées à l'article 2.9 et à l'annexe 3 de l'accord, concernant les règlements techniques obligatoires et les normes dont le respect est volontaire. Il a invité les Membres à échanger des vues sur le sujet.

50. La représentante des États-Unis a rappelé que la question avait été posée par les CE, en réponse à la notification présentée par la Belgique relative au projet de loi sur la responsabilité sociale. Les CE avaient expliqué que la loi était une proposition d'étiquetage facultatif et qu'elle ne devrait pas être notifiée en tant que règlement obligatoire au titre de l'article 2.9 de l'accord. L'intervenante a suggéré que les CE pouvaient soit retirer la notification (comme l'avait fait sa délégation avec une notification des États-Unis), soit fournir des renseignements au Comité en présentant un document de travail. Elle a noté qu'il n'était pas prévu de procédure pour retirer une notification. Cependant, elle ne jugeait pas nécessaire que le Comité décide d'élaborer de telles procédures.

51. Le représentant du Canada a indiqué qu'il soutenait les vues exprimées par les États-Unis. Il était préférable selon lui que les Membres fassent plus de notifications qu'il n'était nécessaire, que le contraire, de manière à ménager aux autres Membres les possibilités de présenter leurs observations, indépendamment du caractère volontaire de la disposition. Il se réjouissait de la notification présentée par la Belgique, bien qu'il ne soit pas certain que le projet de loi dans son ensemble ait un caractère volontaire.

52. Le représentant des Communautés européennes a confirmé que les procédures de notification avaient pour objet de fournir des renseignements aux autres Membres. Selon lui, le projet de loi de la Belgique aurait pu être notifié en tant que norme dont le respect est volontaire, au titre de l'annexe 3 de l'accord. Toutefois, il était difficile pour le Parlement belge de se considérer comme un organisme à activité normative et de suivre les procédures de notification énoncées à l'annexe 3 (transmettre au préalable un programme de travail au centre d'information ISO/CEI). Dans cette affaire, la Belgique avait à sa disposition deux procédures qui ne convenaient pas tout à fait à la situation. Il était difficile de retirer la notification présentée au titre de l'article 2.9, car il aurait fallu alors choisir les procédures énoncées à l'annexe 3. L'intervenant a informé le Comité que le texte du projet de loi était en cours d'examen en Belgique, compte tenu des observations formulées par les Membres.

53. La représentante de la Malaisie s'est félicitée des renseignements fournis par les CE et de la notification présentée. Elle estimait qu'un système d'étiquetage était une question relevant de l'accord OTC, qu'il revête ou non un caractère volontaire.

54. Le Comité a pris note des déclarations.

III. MISE À JOUR PAR LES OBSERVATEURS (CEI, OIML ET BANQUE MONDIALE)

55. Le Président a rappelé qu'au deuxième examen triennal, le Comité était convenu d'inviter ses observateurs à fournir des mises à jour régulières de leurs activités et à indiquer comment ils entendaient assurer la participation effective des Membres, en particulier des pays en développement Membres, à celles-ci.

56. Le représentant de la Commission électrotechnique internationale (CEI) a indiqué que la CEI avait été fondée en 1906, à un moment où le monde avait besoin de normalisation dans le domaine de l'électrification. La CEI se composait de 61 comités nationaux, représentant les intérêts de chaque pays dans le domaine électrotechnique (à savoir les intérêts du gouvernement, de l'industrie, des consommateurs, des laboratoires d'essais et des milieux universitaires). Elle préparait des normes mondialement reconnues dans les domaines de l'électricité, de l'électronique et des technologies qui y sont associées, en se fondant sur les besoins du marché. Les normes de la CEI pouvaient servir de base aux réglementations le cas échéant, et de normes dont le respect est volontaire pour l'industrie. De nouveaux résultats (par exemple, les prénormes, les spécifications accessibles au public et les accords techniques industriels) avaient été obtenus dernièrement pour répondre aux besoins d'une technologie en mutation rapide et des produits de pointe. La CEI fournit aussi des services en relation avec l'évaluation de la conformité (fondés sur l'évaluation par les pairs) dans des domaines comme les équipements électriques ménagers et les explosifs. Ces programmes étaient ouverts aux non membres. Dernièrement, la CEI avait adopté une méthode de travail par voie électronique (pour la synthèse des observations, les procédures de vote et la correspondance). L'intervenant a déclaré que l'utilisation des moyens issus des technologies de l'information et de la communication (par exemple, le site Internet, la bibliothèque électronique, le magasin en ligne, les normes en ligne, les réunions et discussions par Internet) pourrait être intensifiée pour faciliter et réduire les processus d'élaboration des normes, encourager les consultations et rassembler les idées nouvelles.

57. L'intervenant a indiqué que le programme de formation de la CEI englobait des questions comme l'utilisation des moyens issus des technologies de l'information et de la communication, la participation aux travaux de normalisation et l'utilisation des normes élaborées par ses soins. Au cours des trois dernières années, le programme avait couvert 19 pays et des ateliers avaient été organisés pour environ 500 experts originaires de plus de 40 pays. L'Afrique, l'Extrême Orient et l'Amérique latine avaient été choisis comme cibles pour y promouvoir la participation aux travaux de la CEI. Un centre régional de la CEI pour l'Asie et le Pacifique (IEC/APRC), avait été créé pour sensibiliser la région aux normes de la CEI et y accroître la participation. Le centre ferait office de point de contact qui permettrait aux gouvernements et à l'industrie d'obtenir et d'échanger des informations, servirait d'interface pour la mise en réseau et la consultation des travaux de la CEI permettant ainsi d'agir plus efficacement sur leur déroulement. Un site Internet serait consacré à un forum de discussion aux fins d'identifier les besoins régionaux. Les résultats de ce centre feraient l'objet d'une évaluation à la fin de 2002. Au vu de ceux-ci la CEI envisagerait ou non de créer des centres similaires dans d'autres régions.

58. L'intervenant a ajouté que l'objectif de la CEI était de faire participer à ses travaux le plus grand nombre possible de pays non membres, en prenant en compte le fait que certains d'entre eux ne disposaient peut-être pas des ressources financières nécessaires pour participer à titre de membre à part entière. Un programme pour les pays affiliés à la CEI avait été lancé en juin 2001. Cinquante pays avaient été invités et jusqu'à présent 32 d'entre eux avaient accepté d'y prendre part. Le programme visait à fournir aux membres affiliés des normes (à titre gracieux) aux fins d'adoption, et à mettre en place un dispositif électronique qui permettrait à ceux-ci de prendre part aux travaux de la CEI en fonction de leurs besoins. Ces pays pourraient retrouver l'origine des normes existantes et les travaux techniques pertinents, avoir accès aux documents de travail et aux projets, ainsi que formuler des observations concernant des travaux techniques déterminés des comités qui présentaient pour eux de l'intérêt. Ils pourraient participer aux programmes d'évaluation de la conformité menés

par la CEI et auraient la possibilité de prendre part à des "jumelages" avec les membres de celle-ci. Un forum des pays affiliés serait mis en place, en vue d'identifier les travaux intéressant les pays récemment industrialisés et dont ces derniers auraient besoin. Un site Internet serait créé pour encourager des positions communes, les discussions et les échanges de renseignements parmi les membres affiliés. Un chef de file serait élu pour représenter le forum aux réunions de direction de la CEI. Un Secrétariat pour soutenir les travaux du forum serait installé au bureau central de la CEI. L'intervenant a souligné l'importance de mieux faire connaître les travaux de normalisation internationale et d'y participer, lorsque ces travaux avaient été identifiés comme revêtant de l'intérêt, indépendamment de toute participation effective aux réunions. La coopération régionale pouvait y contribuer. Il a invité les pays en développement à prendre une part pleine et entière au programme de la CEI pour les pays affiliés et d'en tirer parti.

59. Le représentant de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML) a indiqué que l'OIML était une organisation intergouvernementale établie en 1955, qui avait pour objet d'instaurer une confiance mutuelle entre les nations dans le domaine des services de métrologie légale, d'harmoniser les réglementations et d'élaborer des recommandations dans ce domaine. L'OIML avait formulé 111 recommandations internationales que ses membres devaient suivre dans la mesure du possible, élaboré 26 documents internationaux à caractère informatif et 20 glossaires et guides. Près de la moitié des 57 États membres et plus de 30 des 52 membres correspondants étaient des pays en développement. L'intervenant a souligné l'importance pour la société de disposer d'instruments de mesure exacts (dans des domaines comme les produits importés, le commerce de détail, les services publics, les produits préemballés, les analyses médicales, l'environnement et la sécurité). Cela concernait la métrologie légale qui permettait d'élaborer des réglementations pour garantir un niveau de crédibilité approprié et instaurer la confiance dans les résultats des mesures.

60. L'intervenant a indiqué que le Conseil de développement de l'OIML se réunissait chaque année pour examiner les questions relatives au développement, identifier les domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement et les activités d'assistance technique et programmes de formation susceptibles d'être fournis par l'OIML et d'autres organisations. Ce conseil avait pour objet de fournir des moyens et de formuler des recommandations pour promouvoir les échanges d'informations et le développement d'équipement. Au nombre des activités importantes du conseil, on trouve la participation aux groupes de travail (sur la formation, l'information et les équipements), aux comités techniques présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, la constitution d'une base de données des cours de formation, d'une base de données d'experts pour l'assistance technique; le conseil assure aussi la liaison avec les autres organisations comme l'ISO, l'OMC et l'ONUDI. L'adresse de son site Internet est la suivante: http://www.oiml.org/dev_council/index_english.htm. L'OIML a financé chaque année sur ses ressources budgétaires limitées la participation de plusieurs pays en développement à des réunions.

61. L'intervenant a ajouté que les travaux techniques de l'OIML étaient pour l'essentiel effectués par correspondance. On avait utilisé des moyens électroniques pour faciliter les travaux. Les membres et membres correspondants ont accès aux documents sur le site Internet sur lequel des pages et des forums spécifiques avaient été créés pour faciliter les discussions au sein des comités techniques. La possibilité d'utiliser la téléconférence était en cours d'examen afin de contribuer à réduire les coûts de participation. Cependant, un certain nombre de pays en développement rencontraient encore des difficultés pour avoir accès au courrier électronique et à Internet, en raison de l'absence de liaisons téléphoniques satisfaisantes, ce qui expliquait que, dans les années à venir, les documents sur support papier et les échanges postaux resteraient nécessaires. Des bureaux régionaux de métrologie légale avaient été établis dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans les Amériques pour faciliter les discussions et les travaux dans ces zones.

62. Le représentant de la Banque mondiale a indiqué que la mission de la Banque était centrée sur la réduction de la pauvreté et le développement économique, ainsi que sur l'octroi de prêts. Un degré

de priorité élevé avait été accordé à la garantie des emprunts et à l'assistance technique pour aider les pays les moins avancés (PMA) ainsi que les pays en développement à revenu intermédiaire. Les prêts octroyés par la Banque s'étaient élevés à 28,9 milliards de dollars EU en 1999, 15,2 milliards de dollars en 2000 et 17,3 milliards de dollars en 2001 après avoir culminé en 1999 en raison de la crise financière asiatique. Les prêts de la Banque en relation avec les normes avaient été de l'ordre de 100 millions de dollars EU au cours des trois dernières années (150 millions de dollars en 1999 - prêts directs à la Turquie, au Ghana et au Cap vert; 100 millions de dollars en 2000 à la Pologne, la Russie et au Mozambique; et 83,3 millions de dollars en 2000 au Guatemala et au Nicaragua). Il était prévu d'accorder un prêt au Panama en 2002 qui comporterait des éléments en relation avec les normes. La Banque fournissait aussi une assistance technique et des capacités de recherche, au nombre desquels on trouvait: i) un projet financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), dans cinq pays de l'Afrique sub-saharienne; ii) des modules de formation relatifs aux normes et une étude visant à réunir des renseignements sur l'évaluation des besoins; et iii) un projet en coopération avec le gouvernement canadien concernant la facilitation du commerce au sein de l'APEC, qui englobait les normes et les réglementations.

63. L'intervenant a indiqué que le Cadre intégré d'assistance technique relative au commerce pour les PMA était une initiative interorganisations, auquel participaient la Banque et l'OMC. Les trois premiers projets pilotes (au Cambodge, à Madagascar et en Mauritanie) étaient sur le point d'être achevés. Des discussions avaient lieu afin d'examiner la possibilité d'en étendre le bénéfice au Bangladesh, au Burundi, à la Guinée, au Lesotho, au Népal et au Sénégal. Les éléments du cadre intégré relatifs aux besoins en matière d'assistance technique dans le domaine des normes illustraient l'importance de la coordination interorganisations dans la fourniture de l'assistance technique. Il montrait qu'une assistance guidée par la demande, permettant un niveau élevé d'autodétermination et conçue sur mesure, ainsi qu'une coordination à long terme constituaient des ingrédients de succès. L'action des donateurs bilatéraux, à savoir l'assistance technique relative au commerce fournie par les pays développés dans ce domaine, était aussi importante.

64. Le représentant de Panama a remercié la Banque mondiale d'avoir fourni ces renseignements et a demandé d'autres éléments concernant le programme de celle-ci à Panama.

65. Le représentant de la Banque mondiale a expliqué que le programme était un projet triennal en cours de préparation, susceptible d'être mis en œuvre au début 2002.

66. Le représentant du Japon a remercié la CEI, l'OIML et la Banque mondiale de leurs présentations. Il s'est félicité des efforts de la CEI et de l'OIML pour conduire leurs activités de normalisation en prêtant un intérêt particulier à la transparence, à l'ouverture et aux besoins du marché. Il a remercié la CEI des efforts déployés pour augmenter le nombre des membres affiliés et aider les pays en développement à participer aux activités de normalisation internationale. Il a informé le Comité que le JISC (Japanese Industrial Standards Committee), l'organe national japonais de normalisation avait adopté sa stratégie et qu'il soutiendrait les actions de la CEI pour favoriser la participation des pays en développement, en particulier en ce qui concerne le centre régional pour l'Asie et le Pacifique.

67. Le représentant de l'Égypte a voulu savoir si la CEI augmenterait le nombre de pays auxquels devait s'adresser le programme pour les pays affiliés.

68. Le représentant de la CEI a confirmé que le programme était ouvert aux pays intéressés par ses travaux et qu'elle en élargirait l'accès à un nombre plus élevé d'entre eux.

69. Le représentant du Guatemala a demandé si le programme de la Banque mondiale au Guatemala avait un rapport avec le projet de l'ONUDI en Amérique centrale.

70. Le Président a demandé si la Banque mondiale avait mis au point un ensemble d'outils, lorsqu'elle avait fourni l'assistance technique pour créer un point d'information en Russie, ou si l'expérience avait été mise à profit pour élaborer un programme d'assistance destiné à d'autres pays, comme cela avait été fait au FMI.

71. Le représentant de la Banque mondiale, évoquant la question du Guatemala, a confirmé que la Banque menait des consultations intensives avec d'autres organisations comme l'ONUDI et la Banque interaméricaine de développement pour faire en sorte d'améliorer la coordination des activités d'assistance technique et la coopération dans ce domaine. Il a également cité l'exemple des consultations avec la Banque asiatique de développement concernant les activités en Asie. En ce qui concerne la question du Président, il a indiqué que l'octroi des prêts à la Russie avait été très instructif et la Banque avait examiné la question de la fourniture d'une assistance à la Chine. Des ensembles d'outils et des modules d'apprentissage étaient en cours d'élaboration. En ce qui concerne le Cadre intégré, il avait l'espoir que d'autres discussions auraient lieu l'année prochaine entre les organisations, en particulier dans le domaine des normes.

72. Le représentant des Communautés européennes a remercié la CEI et l'ISO de leurs efforts pour élaborer des normes internationales, s'employer à résoudre des questions comme les besoins du marché et la participation effective. Il avait noté que la CEI avait fait appel aux moyens offerts par les technologies de l'information et de la communication pour ses activités, et a demandé si celle-ci apportait un soutien pour mettre en place de tels moyens dans les pays affiliés.

73. Le représentant de la CEI a confirmé que celle-ci s'était occupée des questions d'équipement, de logiciel et de formation en relation avec les moyens liés aux technologies de l'information et de la communication dans les pays en développement membres, et que certains pays en avaient bénéficié. La principale question était, à son avis, la formation technique dont ces pays avaient besoin pour utiliser ces moyens aux fins d'appliquer et d'élaborer les normes, ainsi que pour communiquer avec d'autres pays confrontés à des problèmes similaires.

74. Le Comité a pris note des déclarations.

IV. SUIVI DE LA RÉUNION SUR LES PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

75. Le Président a rappelé que plusieurs propositions avaient été faites à la réunion sur les procédures d'échange de renseignements, qui s'était tenue le 28 juin 2001. Un certain nombre de délégations avaient formulé des observations au sujet de ces propositions à la dernière réunion (G/TBT/M/24). Il faisait allusion à la proposition en vue de la création d'un point de dépôt central des notifications sur le site Web de l'OMC et invitait les Membres à faire d'autres observations.

76. Le représentant du Chili a dit qu'il était favorable à cette proposition qui faciliterait le processus et réduirait le temps nécessaire à la diffusion des notifications.

77. La représentante de l'Australie a fait part de son accord de principe concernant la proposition. Toutefois, elle pensait qu'il était nécessaire d'apporter des éclaircissements sur le fonctionnement d'un tel système, en raison en particulier de ses possibles implications sur d'autres notifications de l'OMC. Il faudrait examiner et prendre en compte le caractère restreint de l'accès à un tel point de centralisation (étant donné que de nombreux organismes nationaux, y compris les points d'information, intervenaient dans les notifications), et la façon dont cela touchait le processus de distribution des documents de l'OMC. Afficher les notifications sur le site Web de l'OMC ne réduirait pas le temps nécessaire à la traduction. Le système proposé ne devrait pas porter atteinte aux procédures existantes de notification des projets de réglementations et de normes.

78. La représentante de la Malaisie a dit qu'elle partageait les observations formulées par l'Australie. Elle voulait connaître la différence qu'il y avait entre le système proposé et le Répertoire central des notifications de l'OMC, et dans quelle mesure cela concernait le fait de remplir les formulaires de notification sur Internet, ou si la proposition contenait deux parties, à savoir le fait de remplir les formulaires de notification et la création d'un point de centralisation.

79. Le représentant du Canada a rappelé que la proposition avait été faite par sa délégation. Il suggérait qu'il serait utile de présenter aux divisions concernées de l'OMC et au Comité l'approche similaire mise au point par le gouvernement canadien qui permettait de traiter les affaires en ligne.

80. Le Président a suggéré au représentant du Canada de se mettre en relation avec les divisions techniques concernées de l'OMC pour étudier la proposition avant la prochaine réunion, et faire savoir au Comité dans quelle mesure cette approche était réalisable, au plan pratique, et pour que celui-ci puisse connaître les implications sur les travaux des autres divisions de l'OMC. Il invitait les Membres à examiner la proposition visant à demander au Secrétariat de préparer une brochure sur les dispositions relatives à la transparence énoncées dans l'accord, dans le même esprit que celle qui avait été élaborée dans le cadre de l'accord SPS.

81. La représentante de l'Australie a dit qu'elle était favorable à la proposition.

82. La représentante des États-Unis a suggéré que, si la proposition devait être adoptée par le Comité, la brochure devrait rassembler simplement les dispositions pertinentes de l'accord et les décisions et recommandations du Comité. Le projet de brochure devrait être examiné par le Comité avant sa publication.

83. Les représentantes de la Suisse et de la Nouvelle-Zélande ont dit qu'elles soutenaient la proposition.

84. Le Président, se fondant sur les observations faites, a conclu en demandant au Secrétariat de préparer un projet de brochure sur les dispositions relatives à la transparence, pour examen par le Comité à sa prochaine réunion. Il invitait les Membres à formuler des observations sur la proposition visant à mettre en ligne la liste des points d'informations sur les obstacles techniques au commerce, qui leur permettrait de les actualiser eux-mêmes.

85. La représentante de l'Australie s'est déclarée favorable à la proposition qu'elle trouvait utile.

86. La représentante de la Malaisie a noté que cette proposition était similaire à la première dans la mesure où les deux supposaient une informatisation des systèmes.

87. Le Président a suggéré d'inviter des experts des divisions concernées de l'OMC pour faire des recommandations au Comité concernant ces deux propositions. Il demandait de réfléchir à la proposition relative aux langues à utiliser pour les demandes et les réponses concernant les points d'information. Il faisait observer que dans certains cas, les réponses étaient fournies dans les langues locales qui pouvaient ne pas être compréhensibles pour les demandeurs. Le Comité pouvait souhaiter examiner quelle serait la façon la plus adéquate de régler cela, c'est-à-dire recommander de formuler les réponses dans l'une des langues officielles de l'OMC.

88. La représentante de l'Australie a estimé que cette proposition appelait un complément de réflexion. Elle notait que, si les Membres étaient tenus de présenter les documents dans l'une des trois langues de l'OMC, les explications relatives aux projets de réglementations pouvaient être données dans leur langue nationale. La traduction pouvait entraîner des coûts et des délais, et il pouvait ne pas être réalisable, d'un point de vue pratique, ou acceptable d'exiger des Membres auteurs de la notification de fournir du matériel traduit.

89. Le représentant du Japon a indiqué que cette proposition appelait un complément d'examen, en particulier dans la mesure où elle n'imposait pas des modifications aux obligations des Membres au titre de l'accord.

90. Le Président a proposé de revenir sur cette proposition à la prochaine réunion.

91. Le représentant du Chili a rappelé qu'à la réunion extraordinaire, sa délégation avait proposé que, lorsqu'un Membre envoyait une notification au Secrétariat de l'OMC, cette notification puisse être adressée en même temps aux autres Membres. Cela donnerait davantage de temps à ceux-ci pour l'étudier.

92. Le Président a déclaré que les Membres étaient en principe libres d'agir de la sorte s'ils le souhaitaient. Cependant, tous les Membres ne disposaient pas des capacités ou des ressources nécessaires.

93. Le représentant du Canada a indiqué que cela était à son avis réalisable, si un système devait être mis en place qui permettrait aux Membres de remplir les formulaires de notifications en ligne et de les rendre accessibles, de façon instantanée et automatique, à une liste de destinataires désignés (par exemple, les points d'information nationaux). Cela ressemblait au système d'alerte relatif aux exportations, du Conseil canadien des normes. Le problème était de savoir si la capacité électronique nécessaire était disponible.

94. Le représentant du Chili a rappelé l'expérience récente de ses autorités relative à aux observations reçues au sujet d'une notification chilienne. Ces observations avaient été envoyées au Chili par différents organismes du même Membre. L'intervenant soulevait les questions et les préoccupations suivantes: i) fallait-il adresser les réponses aux observations de manière centralisée au point d'information, à l'ambassade du Membre concerné ou aux différents organismes séparément; ii) fallait-il répondre à chacune des questions posées, ou était-il suffisant de fournir un résumé de la mesure; iii) en ce qui concerne le Chili, si les observations n'étaient pas formulées en espagnol, il serait nécessaire de prévoir une traduction et cela retarderait les réponses. Il invitait d'autres Membres à faire connaître la manière dont ils avaient géré les situations mentionnées ci-dessus (à savoir la coordination interne nécessaire pour répondre aux observations relatives aux notifications).

95. Le Président a invité les Membres à réfléchir aux demandes formulées par le Chili. Le Comité reviendrait sur ces questions à sa prochaine réunion.

96. Le Comité a pris note des déclarations.

V. SUITE DONNÉE AU DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD OTC CONFORMEMENT À L'ARTICLE 15.4

97. La représentante de la Suisse a appelé l'attention sur la communication de la Suisse relative aux prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage (G/TBT/W/162), et réitéré le souhait de sa délégation de poursuivre la discussion sur le sujet de façon plus structurée.

98. Le représentant des Communautés européennes a estimé que la discussion informelle qui s'était tenue la veille sur l'étiquetage avait été utile. Il avait été encouragé par le fait qu'un plus grand nombre de Membres avaient participé à la discussion et avaient commencé à échanger leurs expériences. Il pensait, au vu de l'augmentation des cas d'entraves au commerce concernant l'étiquetage qui avaient été portés à l'attention du Comité (ainsi que le constatait la communication des États-Unis G/TBT/W/165), que l'accord n'avait pas permis de résoudre tous ces problèmes. L'accord avait peut-être empêché que certains problèmes ne surviennent. Cependant, on n'y trouvait aucune

recommandation qui permettait de supprimer ces obstacles au commerce. Il a rappelé qu'en novembre 2000, les CE avaient invité les Membres à échanger des renseignements sur les problèmes qu'ils rencontraient en matière d'étiquetage (G/TBT/W/150) et qu'elles avaient proposé au Comité d'examiner les travaux en cours dans d'autres organisations internationales (par exemple, le Codex Alimentarius et l'ISO). Les CE continueraient à attirer l'attention sur une liste de questions qu'elles jugeaient laissées en suspens, ou traitées de façon peu claire dans l'accord. Il a invité d'autres Membres à faire part au Comité de leurs expériences en matière d'étiquetage afin de fournir une base aux discussions. Il a rappelé l'annonce faite par le Canada relative à une communication. Il pensait que les discussions au sein du Comité pouvaient fournir des indications aux législateurs sur ce qui devait être fait et ce qui ne devait pas l'être, lorsqu'ils préparaient des réglementations sur l'étiquetage. Il n'aimerait pas que ces questions soient laissées au mécanisme de règlement des différends, car cela contraindrait à modifier les législations s'il était avéré qu'elles contrevenaient à l'accord. En outre, il n'assurait pas une prévisibilité suffisante dans ce domaine et ne permettait pas de prendre en considération les nécessités politiques des pays développés et des pays en développement.

99. La représentante de l'Australie s'est félicitée des discussions informelles relatives à l'étiquetage. Cependant, elle réitérait que sa délégation était opposée à ce que le Comité engage un programme de travail formel visant à éclaircir les règles relatives aux obstacles techniques au commerce en matière d'étiquetage, ou à élaborer des directives. Les débats concernant l'étiquetage au sein du Comité n'avaient pas fait apparaître à ce jour de raison valable justifiant la nécessité d'examiner les dispositions concernées. Elle était circonspecte quant au fait de convenir d'engager un programme de travail formel sans avoir défini de paramètres clairs. Les dispositions de l'accord relatives à l'étiquetage étaient, selon elle, appropriées pour prendre en compte des situations diverses possibles. L'accord laissait aux Membres toute latitude pour appliquer des prescriptions facultatives ou obligatoires en matière d'étiquetage, pour toutes les catégories de produits, qui étaient compatibles avec les dispositions de l'accord (à savoir le traitement national, la non-discrimination, la transparence, des mesures pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour réaliser des objectifs légitimes).

100. La représentante des États-Unis a déclaré qu'elle partageait les vues de l'Australie selon lesquelles aucune raison valable n'avait été donnée qui justifiait la nécessité d'avoir de nouvelles règles, d'élaborer des directives ou d'éclaircir l'accord. Elle réitérait les vues des États-Unis (G/TBT/W/165) qui estimaient que l'Accord OTC était adapté aux questions d'étiquetage et que toutes les dispositions étaient applicables. Elle pensait que les disciplines étaient appropriées et que le problème résidait dans le fait que les Membres ne se conformaient pas aux règles. Elle a fait observer que les différents problèmes évoqués dans la communication des CE sur l'étiquetage (G/TBT/W/150) reflétaient les plaintes reçues par ces dernières concernant les obstacles au commerce découlant des prescriptions en matière d'étiquetage. Des efforts supplémentaires pourraient à son avis être faits, de façon suivie et effective, au plan national pour faire connaître les disciplines de l'accord et faire en sorte qu'elles soient respectées. Toutefois, elle ne voyait pas dans quelle mesure des discussions supplémentaires au sein du Comité pouvaient contribuer à réaliser cela. Elle a salué la communication et les vues de la Suisse selon lesquelles les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage étaient visées par l'accord (à savoir par toutes les dispositions relatives aux normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité). Toutefois elle ne partageait pas un certain nombre de questions soulevées dans la communication, et pensait que la communication pas plus que les discussions ultérieures n'avaient démontré la nécessité de clarifier les règles ou d'élaborer des directives. Elle était favorable à la poursuite des discussions sur l'étiquetage. Elle faisait observer que des discussions approfondies avaient lieu à chaque réunion du Comité au titre des "exposés sur la mise en œuvre et l'administration de l'accord" inscrits à l'ordre du jour, concernant les obstacles spécifiques allégués relatifs aux mesures en matière d'étiquetage.

101. Le représentant du Canada a dit qu'il partageait les vues de l'Australie et des États-Unis. Il était important, selon lui, d'avoir des débats approfondis sur un certain nombre de questions dans le

cadre de réunions informelles, afin d'avoir une meilleure compréhension de l'application de l'accord aux questions relatives à l'étiquetage. Il n'était pas persuadé qu'un grand nombre de questions aient été laissées en suspens dans l'accord et, selon lui, aucune certitude juridique absolue ne découlait des règles de l'OMC. Il n'était pas nécessaire que les discussions futures soient limitées à l'étiquetage, car ce sujet constituait un sous-ensemble de la question de la bonne pratique réglementaire. Il espérait que les discussions aux prochaines réunions seraient plus structurées et approfondies et a fait savoir que le Canada pourrait avoir une communication prête avant la réunion.

102. Le représentant du Mexique a dit qu'il soutenait la position américaine et australienne et qu'il n'était pas convaincu de la nécessité d'élaborer des directives. Il pensait que l'accord était clair et applicable aux prescriptions en matière d'étiquetage ainsi qu'aux autres sujets qui en relevaient.

103. Le représentant de l'Égypte a déclaré qu'il s'associait aux vues exprimées par l'Australie, les États-Unis, le Canada et le Mexique. Il était persuadé que l'accord était clair en ce qui concerne l'étiquetage et qu'il n'y avait pas lieu d'avoir un programme de travail structuré sur la question. Il souscrivait à l'idée d'avoir des discussions informelles.

104. La représentante de la Nouvelle-Zélande a réitéré les vues de sa délégation selon lesquelles l'étiquetage était parfaitement couvert par les dispositions de l'accord, et qu'il n'était pas nécessaire de les revoir. Elle pensait, comme le Canada, qu'il fallait engager une discussion approfondie sur les questions d'étiquetage. Cette discussion devrait être structurée de manière à ne pas préjuger de son résultat.

105. Le représentant du Japon a reconnu l'importance croissante des prescriptions en matière d'étiquetage pour répondre aux intérêts de la société civile (par exemple les besoins des consommateurs de disposer d'informations sur les produits). Il était utile à son avis d'approfondir les discussions sur l'étiquetage dans le cadre de l'accord, tout en prenant en compte les débats existants au sein d'autres organisations (par exemple l'ISO).

106. Le représentant du Chili a dit qu'il partageait les observations formulées par la plupart des précédents intervenants, en particulier celles faites par le Canada. Il espérait avoir des discussions informelles plus structurées et attendait avec intérêt de recevoir la communication de ce dernier.

107. Le représentant du Guatemala a dit qu'il soutenait le point de vue selon lequel il n'était pas nécessaire de prévoir un programme de travail sur l'étiquetage, mais jugeait utile d'avoir des discussions informelles plus structurées.

108. Le représentant du Canada a appelé l'attention sur une communication de son pays (G/TBT/W/167) intitulée "Cadre d'action en matière de reconnaissance mutuelle". Il pensait que ce document, bien qu'ayant été élaboré au niveau national, pouvait apporter au Comité des notions et des considérations intéressantes en ce qui concerne les accords de reconnaissance mutuelle. Il a fait observer que des ressources et des efforts importants au plan national avaient été consacrés à l'élaboration de véritables accords de reconnaissance mutuelle - qu'ils concernent un ou plusieurs secteurs, qu'ils soient ou non juridiquement contraignants, conclu entre un ou plusieurs pays. Ces accords mettaient en jeu les intérêts de l'industrie, des responsables de l'élaboration des normes, des autorités réglementaires et commerciales et, dans le cas du Canada, des autorités réglementaires fédérales comme provinciales.

109. La représentante des États-Unis a salué la communication canadienne, indiquant qu'elle pouvait contribuer aux discussions du Comité dans ce domaine. Les États-Unis avaient partagé les expériences du Canada. Elle a confirmé que la négociation et la mise en œuvre d'accords de reconnaissance mutuelle pouvaient absorber d'importantes ressources et que leur complexité et leur coût pouvaient être d'autant plus grands que les principales parties intéressées (à savoir les autorités

réglementaires et l'industrie) ne tiraient pas parti du processus. Ces accords avaient donné de bons résultats dans des circonstances limitées et elle estimait qu'ils n'étaient ni souhaitables, ni nécessaires pour garantir l'accès au marché américain.

110. Le représentant des Communautés européennes a informé le Comité que celles-ci avaient conclu avec des partenaires commerciaux, ou étaient sur le point de conclure, sept accords de reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité dans plus de 50 secteurs. Les CE n'avaient pas défini de critères en matière de négociation de tels accords. Bien que ces accords étaient considérés par un certain nombre de pays comme un instrument pour résoudre les problèmes d'ordre commercial, leur négociation et leur mise en œuvre soulevaient des difficultés, surtout si les réglementations techniques ou les normes des deux partenaires étaient différentes. Des mécanismes spécifiques étaient nécessaires pour instaurer la confiance. Le processus pouvait être complexe et long, en particulier si les systèmes d'évaluation de la conformité étaient différents (à savoir, le rôle des autorités publiques par rapport aux organismes d'évaluation privés, la désignation des organismes d'évaluation de la conformité et le rôle des organes d'accréditation). Cependant, si les systèmes des deux futurs partenaires correspondaient et si la volonté politique existait, il ne devrait pas être trop difficile de négocier des accords de reconnaissance mutuelle (par exemple l'accord de reconnaissance entre les CE et la Suisse). L'intervenant a dit qu'il nourrissait aussi de vifs espoirs que l'accord de reconnaissance mutuelle avec le Japon aboutirait de façon satisfaisante. Les CE avaient élaboré un document relatif à la panoplie d'instruments à même de faciliter le commerce dans le domaine des normes et de la certification. Ce document pourrait être présenté au Comité à sa prochaine réunion. Les instruments (y compris ceux qui étaient utilisables immédiatement et les accords de reconnaissance mutuelle, qui venaient en fin de processus, le cas échéant) pouvaient, selon lui, être profitables au commerce.

111. La représentante de la Nouvelle-Zélande a remercié le Canada de sa communication sur les accords de reconnaissance mutuelle et déclaré qu'elle reflétait l'expérience de son pays. Elle a confirmé que l'on pouvait rencontrer les difficultés avec les accords de reconnaissance mutuelle et qu'il était nécessaire d'analyser les coûts par rapport aux bénéfices, lorsqu'on envisageait de négocier de tels accords. Cela était particulièrement d'actualité en ce moment, où l'enthousiasme suscité par les négociations bilatérales d'accords de libre-échange, faisait que l'on y incorporait souvent des éléments de reconnaissance mutuelle. Elle reconnaissait que ces accords ne constituaient pas l'unique instrument à la disposition des responsables des réglementations. L'équivalence pourrait être un autre outil à utiliser en particulier dans des situations où existaient des contraintes en matière de ressources pour négocier des accords de reconnaissance mutuelle, ou lorsqu'il n'y avait pas de divergences sensibles entre les approches réglementaires demandant à être aplanies par des négociations. Elle a rappelé les communications présentées par la Nouvelle-Zélande au comité des bonnes pratiques réglementaires et le concept d'équivalence. L'idée que sa délégation s'était efforcée de transmettre était reflétée dans la communication présentée par le Canada, c'est-à-dire que, dans aucun domaine particulier d'intérêts commerciaux et lorsque le volume des échanges était modeste, les avantages d'un accord de reconnaissance mutuelle pouvaient ne pas justifier les négociations intensives requises.

112. Le représentant du Japon a salué la communication du Canada et les vues des CE sur les accords de reconnaissance mutuelle. Le Japon avait négocié deux accords de ce type, à savoir avec les CE et Singapour. Il pensait que les accords de reconnaissance mutuelle pouvaient absorber des ressources importantes et que le processus d'instauration de la confiance pouvait être difficile.

113. Le représentant des Communautés européennes a appelé l'attention sur le document G/TBT/W/170. La communication avait été préparée par les CE à la suite du deuxième examen triennal, en relation avec les principes d'élaboration des normes internationales. Elle expliquait la politique des CE dans le domaine de la normalisation internationale et la façon dont celles-ci appliquaient dans leur politique les principes qui avaient été définis.

114. Le Président a remercié les Membres de leurs contributions et a conclu que le Comité poursuivrait ses discussions informelles sur l'étiquetage de façon plus structurée à sa prochaine réunion.

115. Le Comité a pris note des déclarations.

VI. ASSISTANCE TECHNIQUE

116. Le Président a rappelé qu'à la précédente réunion, le Comité avait tenu des discussions sur l'élaboration d'un programme de coopération technique dans le domaine des obstacles techniques au commerce, en fonction de la demande. Il lui avait été suggéré de mener des consultations auprès des Présidents du Conseil général et du Comité du commerce et du développement afin d'assurer la coordination et d'éviter la répétition des travaux dans ce domaine. Il avait ultérieurement rencontré le Président du CCD et l'avait informé des travaux en cours au Comité concernant l'assistance technique. À la suite de la demande adressée au Comité par le Conseil général concernant les "questions de mise en œuvre", et de celle émanant de son président, il avait présenté un rapport au conseil le 3 septembre 2001 (G/L/471). Dans ce rapport il expliquait comment le Comité, dans le cadre du deuxième examen triennal, avait examiné les problèmes rencontrés par les pays en développement en ce qui concerne les normes internationales et l'évaluation de la conformité. Il avait aussi donné des renseignements sur les progrès accomplis par le Comité en ce qui concerne les efforts pour élaborer un programme de coopération technique. Le Président du Conseil général était parfaitement informé de l'approche adoptée par le Comité en matière d'assistance technique.

117. L'intervenant a appelé l'attention sur le document JOB(01)/123, qui était un projet de questionnaire préparé par le Secrétariat pour aider les pays en développement Membres à identifier leurs besoins en matière d'assistance technique, dans le domaine des obstacles techniques au commerce. Le Comité avait tenu des discussions informelles au sujet du projet et des observations constructives avaient été formulées. Il a invité les délégations qui souhaitaient présenter d'autres observations sur le projet à le faire au plus tard le 15 décembre 2001, de manière à ce qu'une révision puisse être préparée aux fins d'examen par le Comité à une réunion informelle qu'il prévoyait de tenir au début de l'année 2002. Il a appelé l'attention sur le document JOB(01)/128 et Add.1, qui contenait une compilation des communications des Membres depuis le début de l'année 2001 et donnaient des renseignements sur leurs besoins en matière d'assistance technique ou sur leurs activités dans ce domaine.

118. Le représentant des Communautés européennes a reconnu que l'étude constituait la première étape de l'élaboration du programme de coopération technique. Il espérait que le questionnaire serait finalisé au début de l'année 2002 et que les résultats de l'étude seraient disponibles avant septembre de la même année. Il proposait qu'entre-temps, le Comité aille de l'avant avec les autres éléments du programme (par exemple les aspects figurant dans le JOB(01)/128, les communications pertinentes fournies par le Brésil, le Japon, l'Indonésie et les Philippines) aux réunions à venir, de manière à obtenir des résultats avant le prochain examen triennal. Il a appelé l'attention sur le document WT/GC/48 du Conseil général qui contenait le rapport du Directeur général sur les actions de plusieurs organisations internationales pour accroître la participation des pays en développement aux travaux des organisations internationales de normalisation. Il a dit avoir trouvé les renseignements utiles et qu'il faudrait les distribuer en tant que document OTC.

119. Le Président a indiqué qu'il soutenait les vues exprimées par les CE et qu'il était important d'accélérer le processus, c'est-à-dire examiner le projet de questionnaire à la réunion informelle de janvier 2002, afin que le projet révisé soit adopté d'ici mars et distribué aux pays en développement, pour commencer à recevoir les réactions d'ici la réunion de juin. Il était aussi important d'examiner d'autres éléments du programme en parallèle à ce processus.

120. La représentante des États-Unis a indiqué qu'elle jugeait utile également de commencer par identifier les besoins en matière d'assistance technique, au moyen de l'étude, tout en examinant en parallèle les activités déployées dans ce domaine au niveau bilatéral. Elle a informé le Comité que sa délégation était en train de préparer une communication sur l'assistance fournie par les États-Unis aux pays en développement et aux économies en transition, au titre de l'accord. Les renseignements fournis pouvaient ne pas être aussi détaillés que d'autres communications portant sur des projets spécifiques. Mais elle pensait que le Comité serait en mesure, en disposant de données sur les besoins identifiés et l'assistance fournie, de procéder aux évaluations et de réagir en conséquence.

121. Le représentant du Canada a souligné qu'il était important que le programme soit axé sur l'assistance technique liée au commerce au regard de l'accord, et sur les besoins identifiés par les pays en développement eux-mêmes. Les activités du Canada en matière d'assistance technique liée aux obstacles techniques au commerce reposaient sur les demandes formulées par les pays en développement auprès de l'Agence canadienne de développement international. Il serait difficile de fournir une assistance si les autorités chargées de la planification dans les pays en développement n'effectuaient pas de telles demandes.

122. Le représentant du Japon a exprimé son soutien aux vues canadiennes et signalé la communication G/TBT/W/160, intitulée "expérience du Japon en matière d'assistance technique dans le domaine des obstacles techniques au commerce". Il reprenait à son compte l'idée qu'il était important que les pays en développement accordent une priorité élevée aux activités liées aux obstacles techniques au commerce, dans les demandes nationales relatives à l'assistance technique étant donné que les programmes d'assistance, en particulier au niveau bilatéral, étaient pour la plupart fondés sur la demande.

123. Le représentant de la Turquie a fait observer que les pays en développement pouvaient rencontrer des difficultés au niveau de la formulation et de l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité. L'assistance technique était nécessaire dans un large éventail de domaines (par exemple, la normalisation, l'évaluation de la conformité et la métrologie), compte tenu du caractère complexe et évolutif des règlements techniques et des normes. Il a indiqué que les ressources humaines dans certaines institutions publiques pertinentes des pays en développement ne possédaient pas de formation appropriée, et qu'il était nécessaire de mettre en place ou de renforcer les institutions d'évaluation de la conformité et les infrastructures de contrôle de la qualité (par exemple les organes d'accréditation). Les programmes d'assistance technique ne pouvaient, à eux seuls, parvenir à des résultats et il était nécessaire d'apporter de substantielles contributions (à savoir des investissements financiers) étant donné que les ressources financières étaient limitées dans la plupart des pays en développement.

124. Le Président a rappelé que le Comité du commerce et du développement avait étudié une nouvelle stratégie concernant les activités de l'OMC en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. L'une des questions qui avaient été mises en évidence était la nécessité d'assurer la cohérence au niveau national, en matière d'identification des besoins exprimés, pour faire en sorte que les demandes adressées à l'OMC soient formulées de façon plus coordonnée. Il était aussi important que les donateurs veillent à ce que leurs programmes d'assistance technique soient élaborés dans une optique globale. Il était important, selon lui, que les pays en développement et les PMA Membres remplissent le questionnaire qui sera distribué, afin de pouvoir cerner et hiérarchiser leurs besoins. Les renseignements fournis aideraient le Comité à élaborer un programme de coopération technique global et efficace.

125. Le représentant de l'ONUDI a appelé l'attention sur la communication G/TBT/W/168 qui résumait les actions de l'ONUDI en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des obstacles techniques au commerce. Il a informé le Comité que l'initiative conjointe entre l'UE, l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine) et l'ONUDI pour la

promotion de l'accréditation, la normalisation et la qualité avait été lancée. Une assistance était fournie à ce titre à huit pays d'Afrique occidentale, classés pour la plupart comme PMA. Un atelier régional s'était tenu à Pretoria en août 2001 pour identifier et hiérarchiser les besoins aux fins de renforcer la structure régionale de la SADC (Communauté du développement de l'Afrique australe) dans le domaine de la normalisation, l'assurance qualité, l'accréditation et la métrologie. Un résumé des résultats serait disponible prochainement. L'ONUDI était en train de concevoir un programme intégré pour la l'Amérique centrale en vue d'éliminer les obstacles non tarifaires au commerce, en relation avec les accords OTC et SPS et avait invité les organisations multilatérales à y participer. Un accord de coopération avait été signé entre la CCI et l'ONUDI pour mener six actions conjointes en matière de facilitation de l'accès aux marchés.

126. Le représentant de l'ISO a fait savoir que la question de la coopération avec l'OMC avait été à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'organisation qui s'était tenue en septembre 2001. Il a fait observer que sur les 140 membres de l'ISO, plus de 100 venaient des pays en développement et des économies en transition, qui étaient dépourvus d'infrastructures complètes dans le domaine des normes et des questions apparentées. L'assemblée générale avait pris note des difficultés rencontrées par les pays en développement et avait demandé à l'ISO de poursuivre ses efforts pour apporter une aide à ces derniers. Le Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO) et le Bureau de gestion technique (chargé de la coordination des programmes des comités techniques) s'étaient réunis en septembre et avaient affirmé la nécessité de renforcer la coopération entre les deux organes de l'organisation. Un groupe d'étude chargé du renforcement de la participation des pays en développement à l'élaboration des normes avait été mis en place afin d'élaborer un programme pour faciliter la participation active de ceux-ci aux travaux techniques de l'organisation, et réaliser une enquête sur les obstacles qu'ils rencontraient. Par la suite une série d'ateliers régionaux seraient organisés afin d'examiner les résultats de l'enquête et formuler des recommandations d'action à mener par l'ISO. Une étroite coopération avec l'OMC était prévue sur ce point (par exemple pour conduire et financer les ateliers). Un groupe conjoint DEVCO/CASCO (comité pour l'évaluation de la conformité) avait été créé pour définir des stratégies en matière d'évaluation de la conformité, et ferait office de courroie de transmission des informations et des réactions dans ce domaine. À la réunion du DEVCO, plusieurs délégations avaient fait part de préoccupations suscitées par les difficultés rencontrées pour assurer la liaison avec les représentants nationaux chargés du commerce pour fournir des renseignements sur les questions relatives à l'OMC.

127. Le Comité a pris note des déclarations.

VII. RAPPORT (2001) DU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

128. Le Président a appelé l'attention sur le document G/TBT/SPEC/19 qui contenait le projet de rapport (2001) du Comité. Il a informé celui-ci que, puisque le projet n'avait fait l'objet d'aucune observation, le rapport tel qu'il figurait dans le document G/TBT/SPEC/19, avait été présenté au Conseil du commerce des marchandises (G/L/487) à sa réunion du 5 octobre 2001.

129. Le Comité a pris note des déclarations.

VIII. AUTRES QUESTIONS

130. Le représentant du Canada a demandé des renseignements sur le programme des réunions pour 2002.

131. Le Président a informé le Comité que trois réunions étaient prévues, les 14 et 15 mars, 20 et 21 juin, 2 et 3 octobre.
